

Le G20 va-t-il séquestrer Rio+20 et l'ONU au profit d'un modèle insoutenable ?

mercredi 20 juin 2012, par [Attac France](#) (Date de rédaction antérieure : 19 juin 2012).

Les vingt chefs d'État des pays les plus puissants de la planète se réunissent les 18 et 19 juin à Los Cabos, au Mexique, la veille de la conférence officielle des Nations unies, dite Rio+20, qui débutera officiellement le 20 juin. Rajoutés à l'ordre du jour du G20, le développement durable et la croissance verte vont être discutés à vingt pays avant de l'être à 194 ? Les propositions du G20 seront-elles à prendre ou à laisser ? Le multilatéralisme sera-t-il séquestré par les grandes puissances politiques et économiques au détriment des populations et de la nature ?

Alors que les négociations sur la déclaration finale de Rio+20 patinaient, le Brésil a décidé de publier samedi, et de manière unilatérale, un nouveau document qui va servir de base des négociations à venir. Ce texte présente des reculs substantiels par rapport aux précédentes versions, pourtant déjà inacceptables. De nombreuses références à des principes de justice ou à des droits élémentaires, comme le droit à l'eau et l'assainissement, n'y figurent plus ou ont été fortement rabotées.

Par contre, dans les passages portant sur la mise en œuvre de l'économie verte ou du développement durable, aucune référence aux mécanismes de marché et logiques néolibérales ne manque. Partenariats public-privé, financements innovants - mais sans taxe sur les transactions financières -, défense du libre-échange, encouragement aux « bonnes pratiques » du business, promotion des investissements privés, figurent en bonne place dans la déclaration. Comme si renforcer ce modèle de développement basé sur le pouvoir de la finance et la privatisation des communs pouvait remédier à ses conséquences !

Tentée de se rendre à la réunion du G20 avec ce document inacceptable entre les mains, Dilma Rousseff, présidente du Brésil, prendrait la lourde responsabilité de court-circuiter les négociations de l'ONU. Portant sur des enjeux concernant l'ensemble des pays de la planète, la conférence Rio+20 serait ainsi séquestrée par le G20. À l'initiative du Brésil, vingt chefs d'État réunis dans un club autoproclamé et illégitime, vont-ils s'octroyer encore un peu plus la direction des affaires du monde en excluant 174 autres pays ? La France et François Hollande seront-ils complices ?

Le G20 n'a jamais fait preuve de détermination à revoir en profondeur le modèle néolibéral et insoutenable actuel. Ses maigres engagements sur les paradis fiscaux ou la suppression des subventions aux énergies fossiles n'ont jamais été suivis d'effet, le G20 préférant sauver les banques plutôt que les peuples. La pression du G20 sur la conférence de Rio+20 ne pourra que renforcer les « solutions » consistant à étendre les logiques de financiarisation et de marchandisation de la nature.

Contre ce modèle néolibéral et prédateur, insoutenable tant sur le plan écologique que social, de nombreuses organisations, dont Attac France, organiseront une activité intitulée « Protéger les communs, pas les banques » ce mardi 19 juin 2012 de 11h30 à 13:30, au Sommet des Peuples à Rio de Janeiro (Tente 3).

Attac France,
le 19 juin 2012
